"Le fort taux d'analphabétisme chez les femmes qui ont droit à une éducation et les faibles moyens économiques dont elles disposent et qui ne leur permettent pas de payer les frais d'un procès favorisent leur faible accès à la justice", a-t-elle soutenu

Maïmouna Kane intervenait au cours d'un panel à l'occasion des travaux de la 21-ème édition du Congrès de la Fédération internationale des femmes de carrière juridique (FIFCJ) ouvert lundi à Dakar.

"Pourquoi l'accès à la justice pose-t-il problème alors que la Constitution en son article premier garantit ce droit à tout un chacun quels que soient son sexe et son statut", a-t-elle poursuivi.

Situant les responsabilités à plusieurs niveaux, la magistrate a invité les femmes à avoir une meilleure connaissance de leurs droits mais surtout à savoir comment saisir la justice lorsqu'ils sont violés.

"La femme doit savoir quels sont ses droits, être en mesure de rédiger une plainte et savoir comment saisir les juridictions compétentes en cas de violation", a-t-elle insisté.

A l'Etat, qui est garant des droits et des libertés des individus, elle a rappelé le rôle protecteur qui lui incombe, soulignant que "l'Etat de droit suppose que tous les citoyens sont soumis au même traitement devant la justice".

Madame Kane a interpellé aussi la justice, l'invitant à poser les problèmes auxquels les femmes sont confrontées pour leur apporter des solutions concrètes.

Auparavant, elle a listé les droits et les libertés qui lui semblent les plus menacés notamment l'intégrité physique et la sécurité des femmes plus exposées aux agressions, aux viols et aux pratiques sociales (excision, mariage précoce et forcé) allant dans le sens de la violation des

droits humains.

Le droit de travailler pour assurer son indépendance économique en garantissant le même traitement salarial aux hommes et aux femmes à compétences égales, le droit à l'éducation, celui d'accéder à la terre, sont entre autres les droits qui méritent une protection effective.

Maïmouna Kane a lancé un plaidoyer en faveur d'une meilleure protection des femmes qui est devenue, selon elle, "une exigence pour un monde démocratique".

Source: http://fr.allafrica.com/stories/201211140574.html